

2 % d'augmentation de
salaire en 2017 :
Toujours pas de signe
de reconnaissance

l'étincelle

931 millions d'euros
de dividendes :
Ghosh au service
des actionnaires

Technocentre Renault Guyancourt pour la construction d'un parti  des travailleurs communiste révolutionnaire mardi 14 janvier 2017

Violences policières, viol en réunion

Théo, 21 ans, a été victime d'un viol lors d'un contrôle policier dans le quartier de la Rose des Vents à Aulnay-sous-bois. Son crime ? Ne pas avoir laissé un policier gifler un gamin. Pas de comparution immédiate pour les policiers concernés. Ils n'ont même pas été suspendus, simplement retirés du service actif. La police des polices (l'IGPN), quant à elle, tente de leur sauver la mise en parlant d'un simple « accident », d'un viol... non intentionnel, comme si une matraque avait pu être enfoncée de dix centimètres involontairement !

Une justice à deux vitesses

Le parquet de Bobigny a requalifié, hier, le « viol en réunion » en « violences avec armes par dépositaires de l'autorité publique » sous le prétexte hallucinant que « le coup n'avait aucune connotation sexuelle, ni volonté d'humiliation », alors qu'il a provoqué une « plaie longitudinale du canal anal, profonde de 10 centimètres, ainsi qu'une section du muscle sphinctérien » !

Au même moment, plusieurs jeunes, suite aux manifestations de protestation en Seine-Saint-Denis sont condamnés en comparution immédiate à de la prison ferme, sans enquête réelle sur les faits incriminés.

De la routine, en fait. Les policiers sont rarement condamnés : les policiers de la BAC poursuivis après la mort en 2005 de Zied et Bouna, électrocutés dans un transformateur à Clichy-sous-Bois, ont été définitivement relaxés en 2015. Depuis juillet dernier et la mort d'Adama Traoré lors d'une interpellation par la gendarmerie dans le Val d'Oise, sa famille fait face à un refus d'organiser une véritable enquête sur les circonstances de sa mort.

Une colère légitime

Les jeunes des quartiers populaires, soumis aux incessants contrôles au faciès, aux comportements violents et vexatoires des cow-boys qui composent les dites brigades d'intervention, se révoltent et ont décidé de ne pas accepter cette justice du deux poids-deux mesures.

On a vu, dans les reportages télé, leurs mères défiler à Aulnay en s'indignant du harcèlement policier à l'encontre de leurs enfants. Puis les jours derniers, les manifestations ont fait tache d'huile dans différentes villes du pays.

Samedi dernier, plus de 2 000 manifestants, de tous âges, ont protesté devant le Tribunal de Grande

Instance à Bobigny. Ils ont fait face à une attitude provocatrice de la police, qui a tout fait pour que cela se termine en affrontement.

Voilà la tactique du gouvernement : côté face, Hollande se rend au chevet de Théo, en toute simplicité (et entouré d'une flopée de photographes), côté pile le gouvernement vient de faire voter une loi permettant à des policiers de faire usage de leurs armes bien au-delà des cas de « légitime défense », le plus souvent déjà invérifiable.

Une bavure ? Non, un système !

C'est uniquement la peur d'une généralisation de la révolte dans les banlieues, comme en 2005, qui pourrait perturber la campagne présidentielle, qui explique la fausse compassion pour Théo de bon nombre de politiciens, qui tiennent à ajouter que « non vraiment, cet incident malheureux ne doit pas discréditer l'ensemble des forces de l'ordre ». Non, ce n'est pas un « incident malheureux ». C'est le quotidien barbare du prétendu maintien de l'ordre dans les quartiers pauvres. D'une routine admise au point qu'un syndicaliste policier n'a pas hésité à déclarer sur un plateau télé que l'insulte « bamboula » dont avait été victime Théo était encore « à peu près convenable ». Un aveu des insultes racistes habituellement utilisées par ses collègues.

Tous ceux qui ont manifesté il y a quelques mois contre la loi Travail, connaissent aussi la réalité des méthodes policières, sur des ordres venus d'en haut : brutalité extrême sur des manifestants, pour la simple raison qu'ils s'opposaient à la politique du gouvernement.

Souhaitons une chose : que lors de la campagne des présidentielles actuelle, le crime policier commis à l'encontre de Théo devienne un sujet majeur d'indignation politique de la population, et que les manifestations grandissent et se généralisent.

Une reconnaissance partie en miettes

A la seconde réunion NAO (Négociation Annuelle Obligatoire) hier, la direction a lâché 2 % d'augmentation de salaire en moyenne en 2017 (dont 0,2 % d'ancienneté) en guise de reconnaissance.

Les APR auront 0,6 % d'AGS, et le reste en Augmentation Individuelle (AI). Pas d'AGS par contre pour les ETAM qui auront une AI, ou une prime de 500 ou 800 €, ou les deux pour les plus « méritants ». La direction ne dit rien des cadres. Elle file des miettes malgré des résultats record. Pour avoir plus, il faudra aller le chercher collectivement.

Bilan truqué

Lors de la première réunion NAO, la direction a annoncé que 94 % des APR et 91 % des ETAM auraient « *bénéficié d'une mesure salariale* » en 2016 (primes comprises). Derrière ce bilan, 36,5 % des ETAM n'ont eu aucune Augmentation Individuelle, et les autres souvent des miettes : 66 % des APR ont eu 12 € ou 17 € par mois (complément de carrière), 36 % des ETAM ont eu entre 1 et 2 % d'AI...

Côté cadres, ce n'est guère mieux : 19 % d'entre eux n'ont pas eu d'augmentation et 65 % ont eu 1 à 2 % d'AI. Le saupoudrage, tout un art. Comme la com'.

Intéressant ? Juste de prime abord

Avec la prime d'intéressement, la direction cherche à faire passer la pilule de la « *modération salariale* ». Mais ce mode de rémunération est inégalitaire et antisocial. Les plus hauts salaires sont les mieux servis car elle est essentiellement proportionnelle au salaire. L'intéressement échappe aussi aux cotisations sociales (un « gain » illusoire que le salarié paye par moins de prestations sociales), et n'entre pas dans le calcul de la pension de retraite. Bref, ça ne remplace pas une Augmentation Générale des Salaires (AGS).

Les désintéressés

Intérimaires et prestataires ne touchent pas un kopek de l'intéressement Renault. Ils contribuent pourtant, et de plus en plus, à la valeur créée, et donc aux profits. Salariés de seconde zone, mais indispensables... et qui doivent être embauchés !

Mieux vaut être rentier que salarié

Les actionnaires seront, cette année encore, les grands gagnants : le dividende passe de 2,40 à 3,15 € par action, soit +31 % en un an. Le montant total des dividendes versés en 2017 sera donc de 931 millions d'euros, contre 710 en 2016.

A côté, le montant total de l'intéressement versé aux salariés fait grise mine : 183 millions d'€ soit 5 fois moins que les dividendes. Des actionnaires qui s'engraissent sur le travail des salariés, c'est ce système qu'il faut changer !

Externalisation 4.0

Après l'externalisation de nombreuses activités (documentation technique, MAP/essais...), la direction franchit un cap avec l'annonce du passage en WorkPackage de l'ensemble du projet du nouveau Dokker (XJK), externalisé chez Magna. La chasse aux coûts se poursuit. La casse des emplois aussi.

L'Ingénierie n'a pas le ticket

La direction de l'Ingénierie veut baisser le Ticket d'Entrée de l'Ingénierie (TEI) de 12 à 15 % en 2017. Les coupes dans les effectifs et les budgets vont donc se poursuivre, ajoutant de la surcharge à la surcharge et de la désorganisation à la désorganisation.

Motion de défiance

14 % seulement des salariés de l'Ingénierie convergée (DDTA) qui ont répondu à l'enquête Hay estiment qu'il y a « *suffisamment de personnes pour faire le travail* », 23 % que « *les décisions sont prises dans les délais appropriés* » et 15 % que « *l'organisation du travail permet un travail de qualité* ». Des résultats tellement mauvais que la direction s'est fendue d'un mail leur demandant des précisions sur ces questions, sauf sur celle liée aux réductions d'effectifs ! Cela ne suffira pas à masquer le sous-effectif chronique dû aux suppressions de postes de ces dernières années.

Macron, l'ami des patrons

Enarque, inspecteur des finances, banquier chez Rothschild puis secrétaire général adjoint de l'Élysée et ministre de l'économie, Emmanuel Macron n'a rien d'un homme neuf, ni antisystème. Il compte parmi ses soutiens des députés, des sénateurs, le milliardaire Pierre Bergé, Xavier Niel, un directeur de SFR Médias, un directeur de Bouygues Télécom, Alain Minc (gourou du capitalisme français)...

Pierre Gattaz trouve Macron « *rafraichissant* » et son projet « *intéressant* ». C'est que le père du CICE et du Pacte de Responsabilité promet aux patrons plus de flexibilité sur les 35h ou l'âge de départ en retraite, l'exonération totale de cotisations sur le SMIC, la réduction de l'ISF (qu'il veut restreindre à l'immobilier)... Bref un programme très libéral dont les salariés n'ont rien à attendre de bon.

La preuve par l'Alstom

Alors que L'Etat français détient 19 % du capital de Renault, Macron s'opposerait-il aux appétits de Ghosn s'il était élu ? Rappelons qu'en 2015, le ministre de l'économie Macron a soutenu le rachat de la branche Energie d'Alstom par General Electric. Et que face aux menaces de fermeture d'Alstom Belfort, le candidat d'En Marche a déclaré que « *ce n'est pas parce que l'Etat a 20 % des droits de vote qu'il peut empêcher* » cette fermeture. On est prévenu.